



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE  
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

POLICE MUNICIPALE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

### Arrêté n° 2024-1616

**OBJET** : Portant interdiction de stationnement sur le parking de l'ancienne station-service située au N° 26 Avenue de Nice : travaux et sondage sur parcelle AW0285, le vendredi 28 juin 2024.

*Le Maire de Gardanne,*

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1111-1 à L. 1111-6, L. 2212-1 et L. 2212-2 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4, L. 2125-1 et L. 3111-1 ;

**Vu** le Code Pénal et notamment les articles R610-5, R632-1, R634-2, R644-2 et R644-3 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 115-1, L. 141-10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles L. 325-1, R. 325-1 à R. 325-52, R. 411-1 à R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 417-4 à R. 417-12 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral des Bouches du Rhône n° 2012297-0004 du 23 Octobre 2012, relatif à la lutte contre le bruit ;

**Vu** la décision municipale N° 2023-80 du 12 décembre 2023 concernant la tarification des droits d'occupation du domaine public pour l'année 2024,

**Considérant** la demande en date du 14 juin 2024 référencée ODP-24-122 présentée par Monsieur BATH Anthony, chef du service Aménagement des Espaces et Environnement,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques.

### ARRÊTE

#### **Article 1 :**

**Le stationnement est interdit** sur la totalité du parking de l'ancienne station-service situé au N°26 Avenue de Nice, **le vendredi 28 juin 2024 de 7 heures à 18 heures**, conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Ce parking sera réservé aux travaux (sondage sur parcelle AW0285) effectués par les services techniques de la Municipalité et leurs prestataires.

**Article 2 :**

Cet arrêté n'est jamais renouvelé tacitement et ne confère aucun droit acquis.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande.

Ainsi, l'autorité municipale se réserve le droit de suspendre ou de ne pas renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public en cas de non-respect du présent arrêté.

**Article 3 :**

Aucune redevance d'occupation du domaine public ne sera perçue conformément à la tarification des droits d'occupations du domaine public. (n° 2023-80)

**Article 4 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :**

La matérialisation de la place sera effectuée par les services techniques municipaux, le pétitionnaire veillera à son maintien.

Il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes prévues par les dispositions réglementaires en vigueur et notamment le code de la route.

**Article 6 :**

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

Fait à Gardanne, le 14 juin 2024.

Le Maire

Hervé GRANIER



**DELAIS ET VOIES DE RECOURS** Le présent arrêté peut faire l'objet d'une action en annulation totale ou partielle :

- soit dans les deux mois suivant sa date de publication au recueil des actes administratifs, par recours gracieux adressé à Monsieur le Maire de Gardanne, Hôtel de Ville Cours de la République, 13120 Gardanne,

- soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille. Le requérant peut également saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de notification de rejet du recours gracieux, ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par l'Administration saisie du recours, le requérant disposera de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille.

Notifié et affiché le : 20/06/2024

**Annexe :**



